

4 Économie

Séance de travail entre la Cosumaf et le ministère de l'Économie Maintenir la croissance sans trop descendre

FA.
Libreville/Gabon

LE président de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), Rafaël Tung Nsue, s'est entretenu, lundi, à l'immeuble Arambo, avec le ministre délégué de l'Économie, Pascal Houangni Ambourou. A l'ordre du jour, le point de l'évolution de l'organe de régulation du marché sous-régional.

Selon Rafaël Tung Nsue, le marché financier de la Cémac évolue dans un contexte économique marqué par une certaine dépression, en raison de la baisse des prix du pétrole. « Comme les économies de la Cémac sont des économies pétrolières, en principe, cela affecte gravement les recettes budgétaires de nos États. Ce



Photo : F.A.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, Pascal Houangni Ambourou, en séance de travail avec la Cosumaf.

qui fait qu'avec cette dépression, les États luttent actuellement comme ils peuvent, pour essayer de redresser l'ensemble de leurs économies. Toutes les analyses portent à croire que 2017 devrait

être une année, en termes de prévisions économiques, d'une certaine accalmie, parce que les États ont pris beaucoup de dispositions pour essayer de maintenir une croissance sans trop des-

endre. Le marché financier dans ce contexte est plutôt dynamique, en ce sens que beaucoup d'États cherchent à mobiliser les ressources auprès du marché. Cela a été le cas du Gabon, qui a levé

les fonds pour plus de 90 milliards de francs il y a six mois », a indiqué Rafaël Tung Nsue, président de la Cosumaf. Depuis sa création en 2003, le marché financier de la Cémac a déjà

mobilisé des centaines de milliards de francs au profit des États et des entreprises privées. « Nous sommes aujourd'hui en conjoncture économique défavorable et les États ont besoin de financer leurs développements. Dans ce cadre-là, pour un certain nombre d'États, ils ont à recourir au marché financier pour se financer. L'État congolais est en train de préparer un emprunt obligataire à la hauteur de 150 milliards et l'État gabonais, dans le même sens l'année prochaine, réalisera un emprunt obligataire de 100 milliards de francs. Ce qui montre que la liquidité du marché sert aux financements du développement de ces États-là », a confié Pascal Houangni Ambourou.